



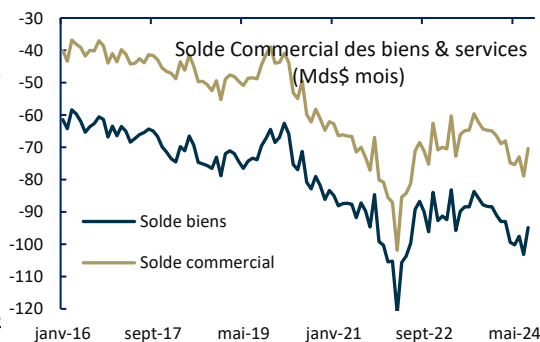
## Edit'hebdo

Les dissensions mondiales, les blocs politiques et économiques qui se font et se défont trouvent leur reflet dans le miroir des échanges. Ces derniers évoluent au gré des opportunités et des menaces s'adaptant avec dextérité ou plus de difficultés ....

## LE COMMERCE MONDIAL SOUS LA MENACE DES BARRIÈRES

A première vue, l'élection de Donald Trump aux Etats Unis pourrait très rapidement modifier les contours du commerce mondial qui subit depuis plusieurs années de multiples assauts. Ces derniers, qu'ils se matérialisent par des barrières monétaires ou technologiques, sculptent le profil des échanges des prochaines années. S'appuyant sur la liste des menaces du programme de Mr Trump, ce nouveau train de mesures vise d'abord à réduire le large déficit commercial des Etats Unis avec le reste du monde et plus particulièrement la Chine, mais aussi à rapatrier des activités de production sur le territoire national. Les mesures choisies se résument à des hausses de droits de douane de 60% sur les produits en provenance de Chine et de 10% sur toutes les autres régions. A ce jour, le Mexique et le Canada en sont exclus bénéficiant d'un accord commercial avec les Etats Unis. Si ces mesures sont appliquées elles seront coûteuses pour le commerce mondial qui baisserait de 3 à 4%, pour la croissance américaine qui en serait la première affectée avec une perte évaluée à 1,3 points de PIB sur la période menant à la fin de la décennie. La Chine évidemment ne sortirait pas immune de ces nouvelles règles, perdant près de 9 points d'exports. L'UE, moins exposée et moins sanctionnée, serait peu impactée alors que le Canada et le Mexique, si aucune sanction n'y est imposée, seraient les deux vrais et seuls gagnants de ce nouveau monde.

Ces sanctions de base pourraient aussi s'accompagner de majorations allant jusqu'à 100% pour les pays qui décideraient de régler leurs échanges en une devise alternative au dollar. Les droits seraient aussi majorés à 200% sur les véhicules chinois fabriqués au Mexique. Si l'ensemble de ces menaces sont appliquées, elles pourraient rapporter au mieux, moins de 900 Mds \$ qui ne compenseront, ni la perte de croissance ni le coût des pressions inflationnistes engendrées par ces dispositions. Au-delà de ces conséquences immédiates à court terme, l'incertitude va planer sur les conditions du commerce multilatérale de même que le risque qui n'est pas négligeable d'assister à une surenchère des uns et des autres face aux décisions unilatérales des Etats Unis. Si la Chine est clairement visée par ce nouveau dispositif, il n'épargne pas l'Union Européenne qui pourrait dans un second temps subir l'assaut d'un basculement plus marqué encore du commerce chinois vers le vieux continent...



## LA CONJONCTURE



### USA

- **Les commandes de biens durables** se replient encore de 0,8% en sept comme en août, et -2,1% sur un an.
- **Poursuite du rebond** de la confiance des ménages du Michigan 70,5 vs 70,1 en sept portée surtout par l'électorat républicain....et la baisse des taux de la Fed.
- Léger tassement des **ventes de logements anciens** en sept à 3,84 millions mais révisions en hausse du mois d'août

### ZONE EURO

- **Légère amélioration de la confiance des ménages** de -12,9 en sept, elle passe à -12,5 en oct dans la zone.
- **Timide reprise du PMI composite estimé à 49,7** en oct après 49,6 en sept. Déception sur le manufacturier en France et Allemagne.

### FMI

- **Nouvelles prévisions** stables au niveau mondial à 3,2% en 2024 mais plus dispersée au niveau régional. Plus d'US et moins d'Europe, mois d'Asie et moins d'Amérique latine ...

	25/10/2024	18/10/2024	01/01/2024
\$/€	1,08	1,09	1,09
Brent \$	71,5	70,1	83,04
Bond 10 ans	4,2	4,08	3,88
OAT 10 ans	3,02	3,06	3,07
Or Once \$	2732,58	2652,2	1903,2

## LES MARCHÉS DE TAUX

Malgré la poursuite de la détente des prix, les taux longs sont « capés »

	25/10/2024	Variation semaine	Depuis 01/01/2024
S&P 500	5824,1	-0,4	22,0
Nasdaq	18464,8	0,3	22,6
Euro 50	4936,3	-0,6	9,2
CAC 40	7513,9	-0,6	-0,9
Nikkei	14,5	-2,6	14,5
MSCI EM	70493,1	-0,5	15,9

## LE MARCHÉ DES ACTIONS

Le ralentissement se traduit par des déceptions sur les résultats et les perspectives du marché

## L'ACCORD AVEC LE MERCOSUR ... DANS UN MONDE QUI CHANGE

Depuis plus de 25 ans, un accord commercial entre l'UE et les pays membres du Mercosur, 80% du PIB d'Amérique latine (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay, Bolivie) est en discussion. Sa réactivation à la suite de la Covid révèle en même temps la multiplication des dissensions au sein de l'UE et plus particulièrement celles qui éloignent un peu plus les intérêts de la France et ceux de l'Allemagne.

Mais avant tout, c'est l'UE qui, dans cette longue période d'hésitation, perd petit à petit son influence sur ce continent au profit d'alternatives américaines déjà bien implantées mais aussi asiatiques très actives. Les conditions de cet accord ont aussi évolué au cours de cette dernière décennie. La menace climatique qui s'est intensifiée dans les dernières années a durci les exigences de production dans le respect de la lutte contre le réchauffement. La France est aux avant-postes de ces revendications mais aussi de plus en plus isolée. En effet, certains autres récalcitrants de la première heure, Pays Bas, Autriche, Allemagne et Irlande ont basculé dans le camp des pays favorables à cette signature. Car, depuis la pandémie, depuis la guerre en Ukraine, pendant la campagne présidentielle américaine, la nécessité pour l'Europe de s'imposer comme un acteur clé passe par le renforcement et la diversification de ses relations avec le reste du monde. L'Amérique latine où l'UE est déjà présente, mais insuffisamment, ouvre de nouvelles opportunités de marché mais aussi des sources d'approvisionnement alternatif pour certains de ces métaux rares, indispensables pour la transition énergétique.

Du côté français, le durcissement entendable des exigences en matière agricole, celles relevant de la réciprocité des normes ainsi que les clauses miroir a été à nouveau brandi dès le début de l'année à la suite des tensions rencontrées avec le monde agricole hexagonal. Confronté à une situation économique particulièrement délicate, le volet industriel de cet accord ne peut qu'amener l'Allemagne à vouloir en accélérer la signature. Dans le Mercosur tous les pays non plus ne sont pas unanimement d'accord avec ce traité. Certains d'entre eux craignent de devenir « uniquement » des pays d'extraction des métaux rares utiles à la transition, d'autres restent réticents face aux exigences des clauses miroirs alors que dans le même temps, des accords bilatéraux signés avec la Chine sont beaucoup moins tatillons sur ces aspects particuliers.

De loin, le plus important accord commercial signé par l'UE, il concerne plus de 780 Millions d'individus et de 80 à 90 Mds€ d'échanges, niveau qui ne cesse de diminuer depuis 2008. Loin d'être exclusivement commercial, il est une réelle occasion de ne pas subir sans agir la rivalité sino-américaine. Une fenêtre d'opportunité s'est réouverte sur ces négociations. Dans cette période émaillée de conflits interétatiques et de guerres, sa signature constituerait un signal politique fort, un signal économique d'indépendance et de diversification où l'UE conforterait son existence plus autonome dans un monde qui change.

## L'ÉVOLUTION DES CLASSES D'ACTIFS

Classe d'actifs	Positionnement	Évolution	Classe d'actifs	Positionnement	Évolution	Classe d'actifs	Positionnement	Évolution
<b>Actions</b>			<b>Taux zone euro</b>			<b>Autres actifs</b>		
Zone Euro			Financières sub. (hors AT1)			Performance absolue		
Etats-Unis			High Yield EUR			Monétaire		
Japon			Souverain / Invest. Grade EUR			Or & métaux précieux		
Marchés émergents			<b>Taux reste du monde</b>					
			Dette émergente					
			High Yield USD					
			Souverain / Invest. Grade USD					

Octobre 2024

Document à caractère publicitaire non contractuel.

BRED Banque Populaire - Société anonyme coopérative de banque populaire régie par les articles L 512-2 et suivants du code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux banques populaires et aux établissements de crédit, au capital social de 1 893 934 238,40 euros. Siège social : 18, quai de la Rapée 75604 PARIS Cedex 12 - 552091795 RCS Paris Ident. TVA FR 09 552 091 795 - Intermédiaire en assurances immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 003 608.